TELQUEL

TELQUEL

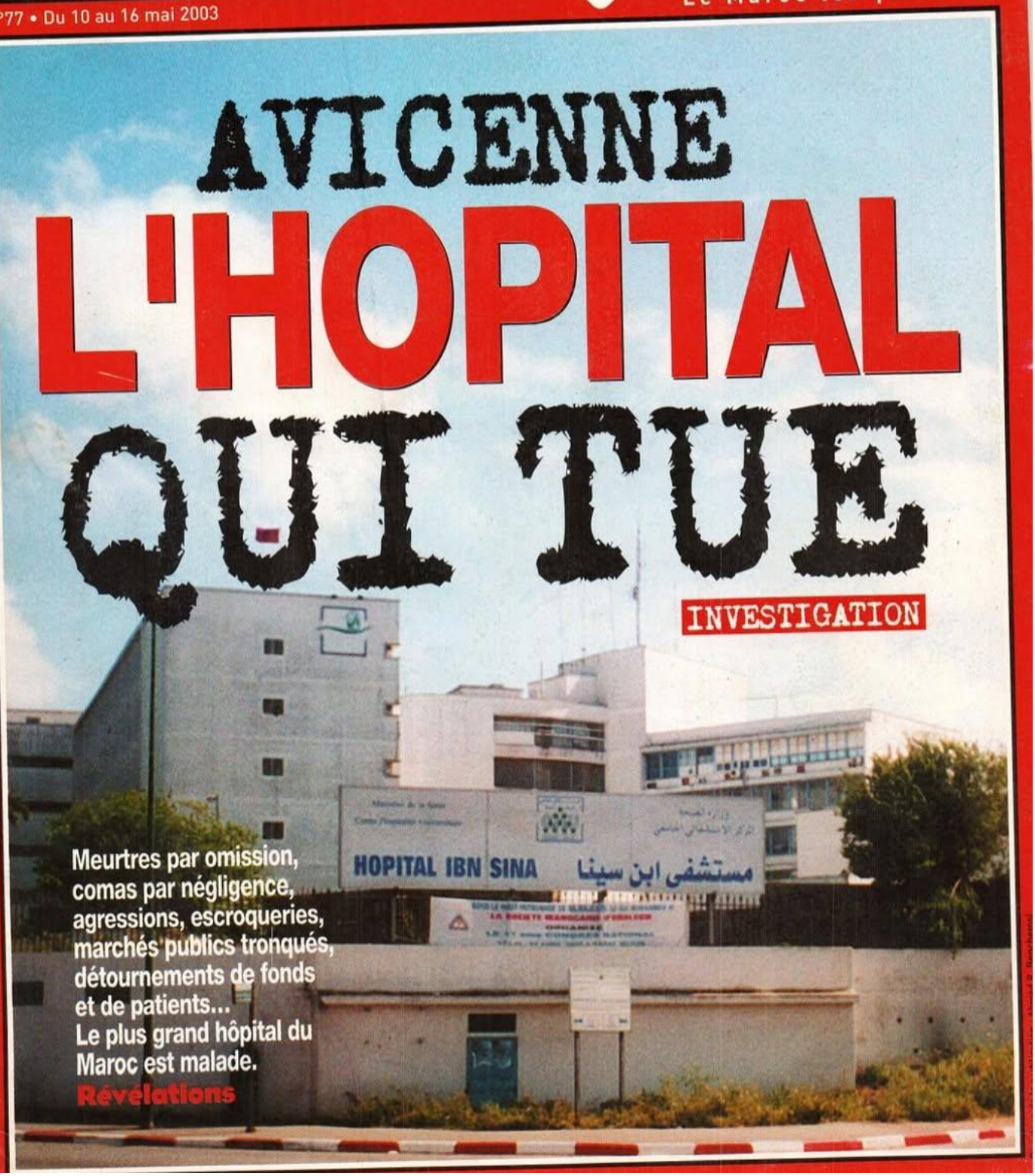
10 DH

Le Maroc tel qu'il est

N°77 • Du 10 au 16 mai 2003

AVICENNE L'HOPITAL QUI TUE

INVESTIGATION



Meurtres par omission, comas par négligence, agressions, escroqueries, marchés publics tronqués, détournements de fonds et de patients... Le plus grand hôpital du Maroc est malade. Révélations

entre nous

Ahmed R. Benchemsi

L'annonce de sa naissance a-t-elle été retardée, et pourquoi ? Tous les Marocains se posaient cette question, jusqu'à *"jeudi, au petit matin"* (c'est ce que dit le communiqué officiel). Plus aucune importance, maintenant. Nous n'en sommes pas à une semaine près. Il est né, officiellement, il est prince héritier, et il s'appelle Hassan. Ce n'est pas le moment de nous lancer dans des analyses constitutionnelles sur l'âge de la majorité, le nouvel ordre de succession, etc. Foin de la poitique, un enfant est né. L'heure est à la joie. Sincères et chaleureuses félicitations au papa et à la maman. Et longue vie au bébé !

J'aurais aimé souhaiter "longue *et heureuse* vie au bébé" avec autant de conviction. L'intention, bien entendu, y est. Comme à chaque fois qu'un bébé nait. Mais il ne s'agit pas de n'importe quel bébé. Son bonheur à lui, contrairement aux autres bébés, est étroitement lié à celui de 30 millions de personnes. Voilà une astreinte de départ plutôt lourde, qui nous oblige à aller plus loin que les vœux usuels en ce genre de circonstance. Je propose un vœu plus adapté : tout le courage du monde au petit Moulay Hassan. Il lui en faudra.

Car il n'est pas certain que le pays dans lequel cet enfant vient de voir le jour soit sur la voie du bonheur. On y laisse des gens perdre la santé, voire la vie (lire pages 16 à 25) sans inquiéter les responsables, on y fabrique des procès surréalistes contre des enfants (page 6), on y torture des gens (page 7), on y harcèle des journalistes, les poussant à l'extrême (page 8), on y crée des martyrs/assistés à la chaîne (page 28), on y délaisse des handicapés mentaux, privant leurs écoles d'eau et d'électricité (page 36)… Tout cela est de mauvais augure pour l'avenir du nourrisson royal, et par extension de son pays.

Mais il y a aussi de bons augures, dans ce même pays. On y critique les élections sans rancœur, de manière constructive (page 7), on s'y regroupe pour tenter de redonner vie à la scène politique (page 12), on y organise des défilés de mode qui figurent dans les agendas mondiaux (page 31), on y encourage l'épargne et annonce des taux de croissance optimistes (page 38), on en fait tomber amoureux des étrangers formidables qui deviennent plus marocains que les Marocains (page 34), on en prime les grandes sociologues (page 44), on y débat spontanément de la laïcité et de l'islamisme (page 48)…

NOTRE FUTUR ROI EST NÉ

Quel Maroc pour Hassan III ?

C'était un petit panorama de ce numéro de *TelQuel*. C'était surtout un modeste cliché de la première semaine de vie de celui qui sera un jour le roi du Maroc. Là s'arrête notre prétention. Le truc d'un journal, c'est le présent, pas l'avenir.

Mais qui sait ? Peut-être le bon augure l'emportera-t-il sur le mauvais… Peut-être, valeur d'aujourd'hui, nos raisons d'espérer prendront le dessus sur nos raisons de désespérer… Voilà, précisément, ce que je souhaite à l'enfant du roi Mohammed VI et de la princesse royale Lalla Salma : que progressivement, tous, nous voyions le bonheur se profiler plus nettement que le malheur. Pour que nous, Marocains, puissions un jour voir notre pays sur le bon chemin, définitivement. Et que, par conséquent le jeune Moulay Hassan, futur Hassan III, ait une vie longue… et heureuse.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION Ahmed R. Benchemsi

REDACTEUR EN CHEF Driss Ksikes

REDACTION Maria Daif, Laetitia Grotti

COLLABORATEURS Réda Allali, Yassine Zizi, Maroc Kifah

DOCUMENTATION Khadija El Alaoui

ILLUSTRATIONS Bearboz

DIRECTEUR ARTISTIQUE Ahmed Arfaoui

MAQUETTISTE Rachid Asmar

DIRECTION COMMERCIALE Aziz A. Boucetta

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Nadia Akouri

ASSISTANTE DE DIRECTION Fatima Boutouzzaze

DIFFUSION Abdelhak El Faiz

CTP Idéale pré-presse
IMPRESSION Idéale ROTO

DISTRIBUTION Sochepress

TELQUEL

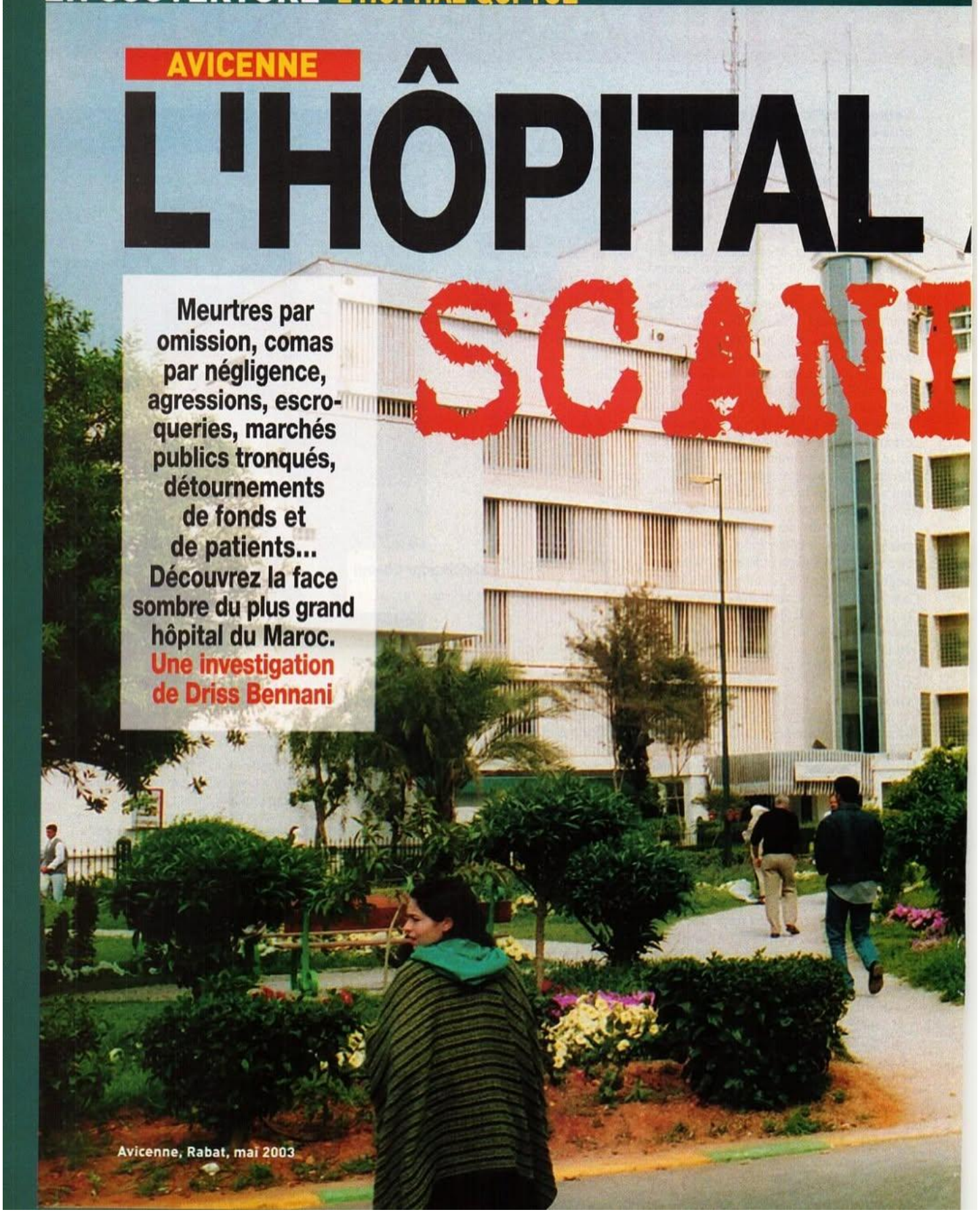
Bureaux
13, rue Frideq, Casa-Anfa
Tél. (022) 94 68 39
Fax (022) 94 68 45
E-mail courrier@telquel.info
Dossier de presse 24/01
ISSN 1114-4556
Dépôt légal 0165/2001

AVICENNE

L'HÔPITAL A SCANI

Meurtres par omission, comas par négligence, agressions, escroqueries, marchés publics tronqués, détournements de fonds et de patients... Découvrez la face sombre du plus grand hôpital du Maroc.

Une investigation de Driss Bennani



Avicenne, Rabat, mai 2003

AUX MILLE DALES

"Si Avicenne savait ce qui se passe dans l'hôpital qui porte son nom, il se retournerait mille fois dans sa tombe". Le commentaire est du parent de l'un des milliers de patients qui affluent chaque jour vers le plus grand hôpital du pays. En moins de trois jours, ce sexagénaire venu accompagner son neveu, victime d'un accident de la circulation, a tout compris : *"Un malade ne compte pas beaucoup dans cet hôpital. Dès les premières heures, il est abandonné à son triste sort. Tout se monnaye, ici, même la vie humaine"*. Question légitime : est-ce propre à Avicenne ? Tous les hôpitaux du Maroc ne souffrent-ils pas, peu ou prou, des mêmes maux ? Pourquoi s'intéresser à Avicenne et pas aux autres ? Pour trois raisons, au moins. D'abord, parce qu'il s'agit, redisons-le, du plus grand hôpital de ce pays. Ensuite parce qu'il fait partie du plus grand centre hospitalier et universitaire censé dispenser une formation de pointe et s'investir dans la recherche scientifique et médicale. Enfin, pour citer un professeur de traumatologie, *"Avicenne est le dernier recours d'un patient qui n'a pu être soigné dans les hôpitaux locaux et régionaux,*

faute de moyens ou de compétences". Une sorte de vitrine sanitaire du pays. Pourtant, Avicenne manque de tout. Le matériel est souvent défaillant, les médicaments et autres consommables (fil, coton, pansements, etc.) sont insuffisants - quand il y en a - et le personnel franchement démotivé. De l'avis de plusieurs médecins, infirmiers et étudiants, *"l'hôpital sombre depuis bientôt deux ans dans une crise sans précédent"*. A tel point qu'aujourd'hui à Avicenne, non seulement on n'est pas sûr d'être soigné, mais on risque d'y laisser sa peau.

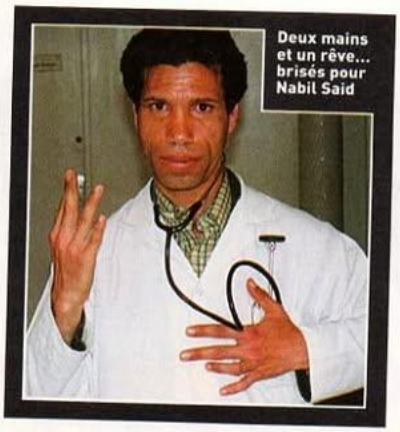
Des scandales, à Avicenne, il y en aurait des milliers à raconter. Au terme d'une longue investigation (près de deux mois), nous avons choisi d'en retenir les plus flagrants, classés en trois thèmes. Accrochez-vous, la lecture de ce qui va suivre est parfois difficile à supporter.

LE SCANDALE HUMAIN

Drame. Alité depuis bientôt trois semaines au bloc de réanimation médicale, Anas Houmada ne sort que quelques heures par semaine de son coma. Selon les médecins qui le traitent, il a 20% de chances de s'en sortir… paralysé, à moitié aveugle et mentalement déséquilibré. *"A ce stade, affirme un médecin, il ne peut même plus être opéré"*. Anas avait pourtant tout pour réussir. Brillant étudiant en sixième année de médecine, il est l'enfant unique, après sept ans de stérilité de sa mère, d'une famille oujdie modeste. Pendant ses stages et durant ses années d'études, il a toujours, selon les témoignages de ses collègues de promotion, *"fait preuve d'une discipline et d'un dévouement rares"*. Son histoire a été à l'origine d'un mouvement de grève qui a duré plusieurs semaines à la faculté de médecine de Rabat.

Tout a commencé le vendredi 7 mars 2003. En fin de matinée, Anas ne se sent pas très bien. Depuis la veille, il a de la fièvre et des maux de têtes insoutenables. Après la prière du vendredi, il quitte ses amis pour aller se reposer, seul, dans sa chambre universitaire. Dans la matinée, il a été à l'hôpital (après un autodiagnostic) passer une radio du sinus. Sans succès, puisque le technicien le renvoie à l'après-midi, lui déclarant que son cas n'est *"pas urgent"*. Trois jours plus tard, ses amis le découvrent dans sa chambre en état de pré-coma. Il est immédiatement transporté à l'hôpital des spécialités, puis à Avicenne. Une première radio des poumons démontre l'existence d'un foyer tuberculeux. Le constat est vite fait, Anas a contracté la maladie à l'hôpital. *"Durant nos stages, nous sommes en contact quotidien avec toutes sortes de virus et de maladies contre lesquelles nous ne sommes même pas vaccinés. Le cas d'Anas, par exemple, aurait très bien pu être évité grâce à un vaccin qui ne coûte que 10 dirhams"*, témoigne Imad Kwarti, président du conseil des étudiants en médecine de Rabat.

Au fil des jours, le cas d'Anas s'aggrave. Aucune intervention n'est possible avant le passage au scanner. Celui d'Avicenne, comme souvent, est en panne. En attendant, Anas est admis au bloc médical. Les étudiants ont dû jouer de tout leur relationnel pour trouver un lit à leur collègue. Las d'attendre un scanner qui ne sera jamais réparé, mais aussi le temps de s'organiser, ses amis le transportent un samedi matin pour faire son scanner dans un cabinet de radiologie privé (1.500 DH). Ils sont également obligés de louer une ambulance médicalisée (qui n'existe pas à Avicenne) pour le transporter (2.000 DH). A son retour, Anas est admis en réanimation. Loin d'être fini, son calvaire ne fait que commencer. Dans la salle de réanimation,


Deux mains et un rêve... brisés pour Nabil Said

Anas est atteint d'une infection nosocomiale et d'escarres au niveau du dos et du bassin du fait de l'absence de kinésithérapie. Il est, en plus, malgré le caractère contagieux de sa maladie, alité à quelques mètres d'un autre comateux, dans une chambre particulièrement exiguë. C'est au bloc de réanimation médicale au quatrième étage, il y est encore, vous pouvez vérifier.

Morts. Souvenons-nous aussi du cas de Ahmed Majdoubi. Ce magistrat, pour mémoire, est mort le mardi 9 novembre 1999 dans les couloirs de la ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires, au beau milieu de l'hôpital Avicenne. Venu rendre visite à un collègue hospitalisé, le président de la cour spéciale de justice (c'est le poste qu'occupait Majdoubi) est soudain pris d'un malaise. Les signes d'une crise cardiaque sont évidents. Cela ne peut mieux tomber (excusez le cynisme) : le juge se trouve dans le service de cardiologie le mieux équipé du pays. Mais sans doute le plus rapace, aussi. L'administration de la ligue, sans états d'âme, demande à l'agonisant un acompte de 15.000 DH cash avant de faire quoi que ce soit. Ironie du sort, c'est le collègue à qui Mejdoubi rendait visite qui a pu trouver l'argent. Trop tard, le juge était déjà mort. Le Pr. Mohamed Benomar, président de la ligue est alors poursuivi en justice pour *"non-assistance à personne en danger et privation de recours"*. 30 avocats défendent le magistrat décédé. Après plusieurs reports, le verdict en première instance condamne le Pr. Benomar à payer 1.200.000 DH de dommages et intérêts à la famille Mejdoubi, et le Dr. Saïd Benomar et son assistant (tous deux membres de la ligue) à 3 mois de prison avec sursis. Si le procès traîne toujours aujourd'hui, c'est parce qu'une procédure en appel est en cours… déposée par la famille Majdoubi, insatisfaite du verdict de première instance.

Le cas Majdoubi n'est pas une exception. A quelques mois d'intervalle, un autre patient mourait au portail de la ligue. Cette fois, il s'agissait d'un parent d'un membre du personnel du CHU (Centre hospitalier et universitaire). Ce dernier, qui a requis l'anonymat, raconte : *"la famille avait choisi la ligue parce que c'est ici qu'on est le mieux soigné. Nous n'avions pas d'argent sur nous, mais je croyais que mon poste au centre était une garantie suffisante. Rien à faire, l'administration de la ligue nous exigeait toujours une somme de plus de 10.000 DH. Je suppliais presque les professeurs qui entraient et sortaient du service, rien à faire"*. Le patient mourra finalement dans l'indifférence générale et la famille renoncera à porter l'affaire devant la justice - de peur d'éventuelles représailles contre l'employé du CHU en question.

Agressions. Même quand on entre à Avicenne en bonne santé, on n'est pas sûr d'en ressortir

indemne. Mohamed Aherdane en sait quelque chose. Victime d'une banale blessure au niveau de la tête, il se présente, en mars dernier, aux urgences d'Avicenne. Après les premiers soins (désinfectant, bandage, etc.), il est orienté vers le bureau des accidents de travail pour recevoir son certificat médico-légal. Le médecin lui exige une somme de 100 DH que M. Aherdane n'a pas. Il insiste et supplie le médecin de lui délivrer son certificat quand même. On peut considérer qu'il était dans son tort. Mais était-ce une raison pour appeler la sécurité ? C'est ce qu'a fait le médecin. Résultat : un hématome au niveau de l'œil droit et une fracture supplémentaire de sept centimètres au niveau du crâne. Mohamed Aherdane revient alors aux urgences traiter ses nouvelles blessures et repart au bureau des accidents de travail, accompagné cette fois-ci d'un témoin qui accepte de payer les 100 DH en question. Comble de l'ironie, c'est le même, celui qui a été à l'origine des nouvelles blessures, qui établit le certificat médical : 20 jours d'incapacité.

Autre exemple, celui de Nabil Said, étudiant en troisième année à la faculté de médecine de Rabat. Le 17 septembre 2002, il se voit refuser l'accès à Avicenne par les agents de sécurité de la société de gardiennage Ana (sous contrat à l'hôpital). S'ensuit un accrochage verbal qui conduit douze agents, poussés par l'administration selon la victime, à le rouer de coups en public avant de saisir ses affaires personnelles. Un agent, que Nabil a identifié lui casse alors les deux mains. 80 jours d'incapacité. Pire, l'étudiant affirme qu'il a été interdit de soins à Avicenne. A la clinique privée où il finit par se rendre, son traitement lui coûte plus de 14.000 DH. Ce qui ne l'empêche pas, aujourd'hui, d'être handicapé des deux mains. A vie. Jamais il ne pourra exercer le métier de chirurgien dont il a tant rêvé. La comparaison entre la liste des travaux pratiques et celle des stages à la faculté de médecine permet également de constater que son nom a été rayé de la liste pendant plus de deux mois. Et cela, sans que l'étudiant ne passe par aucun conseil de discipline, et sans que la décision de sa suspension ne lui soit signifiée par écrit. Complicité entre la faculté et l'hôpital ? Tout porte à le croire.

Urgence ou pas, il faut payer 60 DH à des vigiles agressifs, avant d'entrer et de consulter qui que ce soit...

(In)sécurité. A Avicenne, les violences contre patients, familles et étudiants sont devenues quasi quotidiennes. Les agents de sécurité de la société Ana, de faction devant les principales entrées, ont fait du centre hospitalier une véritable forteresse. Pendant les heures de grande affluence (midi et 18 heures), ils n'hésitent pas à insulter et à pousser violemment les parents désirant rendre visite à leurs proches. Les fouilles au corps sont aussi fréquentes. Tout y passe : le panier de nourriture, les sacs, les couvertures... Et quand un patient peut enfin entrer dans le sanctuaire, il n'est pas orienté, comme dans tous les hôpitaux du monde, vers le service dont relève sa maladie. Il est laissé à la merci de la première blouse blanche venue... ou alors, plus simplement, personne ne s'occupe de lui. Ce qui est, contrairement à ce que l'on pourrait penser, encore plus grave que si on s'occupe mal de lui. A différentes reprises, nous avons, comme de nombreux visiteurs, eu accès aux salles de réanimation et aux portes des blocs opératoires, sans jamais être inquiétés par quiconque. Dans la chambre où Anas Houmada est alité, plus de six visiteurs (c'est le maximum que peut contenir la pièce) sont systématiquement présents durant les heures de visite quotidienne - avec le risque que cela représente pour les patients, immunologiquement faibles et censés se trouver dans un milieu parfaitement stérile. A quelques pas de chez Anas, dans le même bloc, plus de six personnes, toutes nues puisque se trouvant en salle de réanimation, gisent ça et là. Le jour où nous l'avons visité, les volets de la pièce étaient grands ouverts et les visiteurs y faisaient le tour des patients (grande curiosité à Avicenne). Certains enfants accompagnant leurs parents essayaient même, innocemment, de réveiller les comateux...

Aux urgences, la situation n'est pas moins catastrophique. Avant d'accéder aux locaux du service, tout malade est sommé, par un vigile dont l'intelligence est inversement proportionnelle à la corpulence, de payer l'équivalent de 60 DH avant toute discussion. Peu importe s'il s'agit d'une réelle urgence ou pas. Alors qu'ailleurs, on parle de plus en plus d'humanisation des soins, chez nous, on n'humanise même pas la réception.

Viol ? Dernier scandale humain qui risque de secouer bientôt l'hôpital Avicenne, cette rumeur de plus en plus insistante faisant état du viol d'une jeune fille au beau milieu de l'hôpital. Par souci de respecter l'anonymat complet de la victime (elle est impossible à joindre - nous la comprenons, et l'assurons de tout notre soutien), nous ne citerons ni les noms ni les circonstances d'un acte si barbare. Si ce n'est le fait que cette jeune fille, externe à l'hôpital, s'est confiée à deux éminents professeurs de l'établissement qui nous ont relaté les faits dans toute leur nudité.

LE SCANDALE ADMINISTRATIF

Pourquoi Avicenne va-t-il si mal ? Comment en est-on arrivé là ? Comme souvent au Maroc, à cause de guéguerres interminables entre responsables administratifs. Logiquement, c'est le directeur de l'hôpital qui devrait être tenu pour responsable de tout ce qui s'y produit. Pourtant, Fanid Ammar (c'est son nom) fait endosser la responsabilité de la faillite de l'établissement qu'il gère à l'incompétence et aux blocages créés par la direction du CHU,

avec à sa tête le professeur Wajih Maâzouzi. Pour preuve, il cite l'excédent budgétaire dégagé par Avicenne en 2001 en raison du blocage de nombreux marchés au niveau de la direction du centre hospitalier. De l'autre côté, Wajih Maâzouzi répond en affirmant que *"ses projets de réforme de l'hôpital rencontrent une résistance parce que touchant à certains intérêts privés et malhonnêtes"*. Derrière ces déclarations croisées se cache une lutte de pouvoir sans merci.

LES TROIS "TÊTES" D'AVICENNE

MOHAMED BENOMAR
Président de "la ligue"
Il fait prospérer son petit royaume

FANID AMMAR
Médecin chef d'Avicenne
Il gère l'hôpital par l'insulte

WAJIH MAAZOUZI
Directeur du CHU
On l'accuse d'incompétence

Combat des chefs. Commençons par Fanid Ammar. Directeur d'Avicenne (titre officiel : "médecin-chef"), il y est très controversé. Ce chirurgien devenu *"du jour au lendemain"*, pour reprendre l'expression d'un chef de service, patron du plus grand hôpital du pays, alimente la jalousie et la polémique. Son objectif : être totalement indépendant de la direction du CHU (qui regroupe, en plus d'Avicenne, neuf autres hôpitaux). Son argument : ses "relations" dans l'entourage royal et l'incompétence de l'équipe du CHU.

Face à lui, Wajih Maâzouzi. Directeur du CHU, brillant cardiologue, on lui doit la première opération de greffe du cœur en Afrique. Peu flexible et trop réservé de l'avis de ses détracteurs, il n'est pas habilité, toujours selon ses adversaires, *"à gérer la complexité des dix hôpitaux qui forment le centre hospitalier"*.

Entre les deux, le Pr. Mohamed Benomar, éternel président de la Ligue nationale contre les maladies cardiovasculaire, ex-médecin traitant de Hassan II et ennemi juré de Maâzouzi. Son objectif : préserver ses intérêts dans l'hôpital et garantir une existence paisible à sa "clinique privée" dans l'enceinte d'Avicenne (nous y reviendrons). Entre les trois hommes assoiffés de pouvoir, enfin, une petite mafia de médecins, d'infirmiers et d'employés véreux sévit en toute impunité.

Escroqueries et stages fictifs. A Avicenne, on craint en permanence les mutations abusives (nous avons recensé trois cas au moins) du personnel non syndiqué (Avicenne est un fief de la CDT) et "peu coopératif" avec la direction. Une dame en fait partie. Par crainte de représailles, elle a aussi demandé à témoigner anonymement. Nous l'appellerons Souâd. Cela fait quinze ans qu'elle travaille à Avicenne, mais elle n'y est toujours pas titulaire. Récemment, sur ordre du chef du personnel, elle a changé de service pour la quatrième fois en trois mois. Au passage, c'est l'efficience des services et la complicité (nécessaire) entre personnel médical et paramédical qui en pâtit. Souâd est pourtant l'exemple même de la discipline. Plusieurs chefs de services ont expressément demandé son maintien dans leurs services respectifs - en vain. Dernière avanie : alors qu'elle était en congé (justificatifs à l'appui), elle est aujourd'hui accusée… d'abandon de poste. Souâd affirme qu'elle n'est pas la seule victime des abus de pouvoir à Avicenne. Les archives administratives de l'année 1999, que nous avons consultées, semblent lui donner raison. A l'époque, trois stagiaires avaient été à l'origine d'une enquête policière, qui avait débouché sur l'arrestation de plusieurs employés de l'hôpital. Des boucs émissaires, pour la plupart. Dans des correspondances adressées au directeur de l'hôpital, les trois jeunes diplômées expliquaient qu'elles avaient été victimes d'escroqueries. Des gardiens et des responsables du personnel leur avaient soutiré des sommes allant de 10 à 15.000 DH, contre la promesse d'un poste de titulaire. L'astuce était simple : faire croire aux jeunes filles qu'elles étaient en période de stage en attendant qu'un poste budgétaire se libère. Lasses d'attendre après un peu plus de deux mois (le temps de se rendre compte de la magouille) trois d'entre elles ont fini par tout balancer. Aujourd'hui, le même scénario risque de se répéter. Faute de preuves écrites, contentons-nous de constater que plus de six stagiaires sont quotidiennement regroupées dans un bureau minuscule aux urgences, et que cette situation coïncide, simple hasard ou pas, avec un mouvement inhabituel du personnel infirmier et paramédical. Mystère… Des cas comme celui de Souâd donnent sans doute l'explication : pour "caser" des stagiaires, en l'absence de postes budgétaires disponibles, il faut bien en libérer. Alors on fait valser les victimes ciblées de service en service, on leur cherche des motifs de licenciement, etc.

Insultes. Les réunions de suivi et de contrôle de l'activité de l'hôpital débouchent rarement sur des mesures concrètes. Elles sont souvent interrompues à cause du tempérament du directeur d'Avicenne, toujours hostile à une quelconque supervision du CHU. Les plaintes pour diffamation et injures abondent. Le 25 mars 2002, Fanid Ammar a, tour à tour, traité les ingénieurs et techniciens de la direction du CHU censés contrôler la passation de marchés et la réalisation des travaux d'aménagement, de *"salopards"*, *"sale pute"*, *"bande d'incompétents"* et *"singes qui nous font danser"* (tout cela consigné par écrit dans un rapport administratif auquel nous avons eu accès). Dans la réunion suivante, Ammar, qui était invité à s'excuser

(c'est consigné dans un second rapport administratif), a tout simplement levé la main droite pour dire, *"oui, je confirme ce que j'ai dit"*. Depuis, les ponts sont définitivement coupés. Beaucoup d'ingénieurs et responsables administratifs boycottent les réunions de suivi et de contrôle - ce qui, en soi, est plutôt grave. Quant à ceux qui y assistent quand même, on comprend sans peine que le cœur n'y soit plus.

Clanisme. Entre médecins, les relations ne sont pas au beau fixe non plus. Le clanisme fait rage. Normalement, tous devraient participer aux réunions de la Commission médicale consultative (CMC). Une commission censée, selon une circulaire de Thami Khyari, ex-ministre de la santé, *"favoriser la gestion participative de l'hôpital et définir ses priorités et ses besoins"*. Autrement dit, une sorte de conseil d'administration de l'hôpital où tous les services sont représentés. Toujours selon la circulaire de Khyari, *"(la CMC) ne peut en aucun cas être présidée par le médecin chef"*. C'est pourtant bien le médecin chef Fanid Ammar, en totale violation de la circulaire ministérielle, qui préside la CMC. Dans l'unique but de maintenir le protocole, d'ailleurs. Les chefs de services qui ne boycottent pas la CMC pensent le faire très bientôt. Chacun a ses raisons, mais c'est encore une fois l'autoritarisme de Ammar qui est mis en cause.

Guère étonnant que dans une ambiance aussi malsaine, la gestion d'Avicenne n'ait aucune ligne directrice. Chaque responsable gère son service comme un petit royaume personnel.

Squat. Venons en à la ligue de lutte contre les maladies cardio-vasculaires, dirigée par le Pr. Mohammed Benomar. Sans doute la plus grosse aberration d'Avicenne. "La ligue" (c'est ainsi qu'on la désigne, tellement elle est fameuse – pourtant, des ligues, il y en a…) occupe aujourd'hui presque la totalité du quatrième étage. Elle ne fait cependant pas partie de l'hôpital, encore moins du CHU. Que fait-elle donc là ? Elle squatte les lieux, tout simplement. Et ce, depuis plus de 20 ans. Le décret royal de 1977, qui a permis sa création, stipule qu'il s'agit d'une *"association à but non lucratif chargée (entre autres missions) d'apporter secours et assistance aux malades cardiaques"*. La ligue est placée sous la présidence d'honneur du roi et bénéficie de plusieurs avantages administratifs et fiscaux. Le Pr. Benomar préfère quant à lui parler de "haut patronage royal" plutôt que de "présidence d'honneur". Les deux fonctions honorifiques sont exactes, et s'appliquent autant à HassanII qu'à Mohammed VI. Mais concernant ce dernier, le Pr. Benomar insiste pour le qualifier de "haut patron" plutôt que de "président d'honneur". Histoire de "se couvrir" ?

Selon son décret de création, *"la ligue n'est pas soumise au contrôle financier de l'Etat"* (!). Elle est aussi exonérée de taxes et peut faire appel à autant de collaborateurs extérieurs qu'elle veut. Elle est administrée par un comité directeur composé de dix membres nommés par feu Hassan II. A vie, manifestement, puisque les textes ne déterminent ni la durée des mandats, ni le mode de passation des pouvoirs. Nous avons demandé au Pr. Benomar de nommer les dix membres formant le conseil d'administration. Voici sa réponse : Mohammed Karim Lamrani, Serge Berdugo, Haj Salah Kebboud, Abderrahmane Bouftas, Mohamed Rabiî, feu My Ahmed Alaoui et feu Haj Mohamed Hakam. Outre le fait que ces gens, hormis leur haute place dans la hiérarchie makhzénienne ("se couvrir", toujours), n'ont aucun rapport avec la médecine, on notera qu'il y en a 7, et non pas 10. Les 3 autres, le Pr. Benomar refuse catégoriquement de les citer. Nous avons retrouvé leurs noms : ils s'agit de MM. Hammani et Khaldi, et du Pr. Srairi. Pourquoi Benomar les renie-t-il ainsi ? Mystère et rapports de pouvoirs…

Le flou des textes et la bienveillance du roi défunt avaient cependant une contrepartie. La ligue devait, toujours selon son dahir fondateur, *"s'investir dans la recherche, créer des centres régionaux de traitement et porter secours aux patients"*.

Passons à la réalité des choses, maintenant. D'abord, la ligue est on ne peut plus lucrative. Les tarifs qui y sont pratiqués sont ceux des cliniques privées. Des sources internes parlent de montants pouvant facilement atteindre les 160.000 DH par intervention. Son matériel est pourtant exonéré d'impôts et revient donc moins cher. Mais selon le Pr. Benomar, *"la ligue présente quand même le meilleur rapport qualité/prix"*.

Ensuite, la ligue n'apporte ni aide ni secours aux malades

CE QUE "LA LIGUE" DE BENOMAR COÛTE À AVICENNE
… malgré le fait qu'elle gagne beaucoup d'argent
(Budget 2001. Source : hôpital Ibn Sina, document interne)

Fluides médicaux	1.809.158,45 DH
Electricité	533.032,27 DH
Eau	615.090,58 DH
Produits pharmaceutiques	99.785,68 DH
Alimentation	93.030,75 DH
Charge locative	600.000,00 DH
Charges du personnel	3.474.509,76 DH
TOTAL	7.224.607,49 DH

INSPECTION GENERALE DES FINANCES

Le rapport passé sous silence

A L'IGF avait, en 1998, mené une enquête consacrée au contrôle de la gestion financière et comptable du budget de l'hôpital Avicenne pour les exercices allant de 95 à 97. Les conclusions de la commission d'enquête ont d'abord relevé *"l'absence ou l'inefficacité des registres destinés, au niveau des admissions, à permettre un suivi exhaustif des entrées"*. La commission a également relevé des discordances en matière de codification des actes radiologiques et la non facturation des prestations rendues par l'hôpital à la ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires. Au niveau des marchés publics, le rapport de l'IGF a enregistré des dépassements comme le fait de *"la limitation délibérée du choix de matériel à acquérir à une marque donnée"* et *"l'absence de devis contradictoires pour certaines dépenses effectuées par bons de commande"*. Enfin, le rapport a constaté au niveau des magasins, des discordances entre les stocks comptables et les stocks réels ainsi que "certains laxismes" dans le contrôle périodique de la gestion des stocks. Vous conviendrez que depuis, la situation n'a pas vraiment changé. Si ce n'est en pire.

RAPPORT

(les deux décès cités plus haut se sont produits dans ses couloirs). Malgré ses recettes importantes, elle n'accepte toujours pas d'indigents, ou alors rarement, à l'occasion de la visite d'un quelconque puissant. M. Benomar est pourtant catégorique sur ce point. Selon lui, *"la ligue s'impose un minimum de 20% d'indigents sur les patients qu'elle traite chaque année. 70% sont des petits fonctionnaires et les 10% restants sont assurés dns le privé"*.

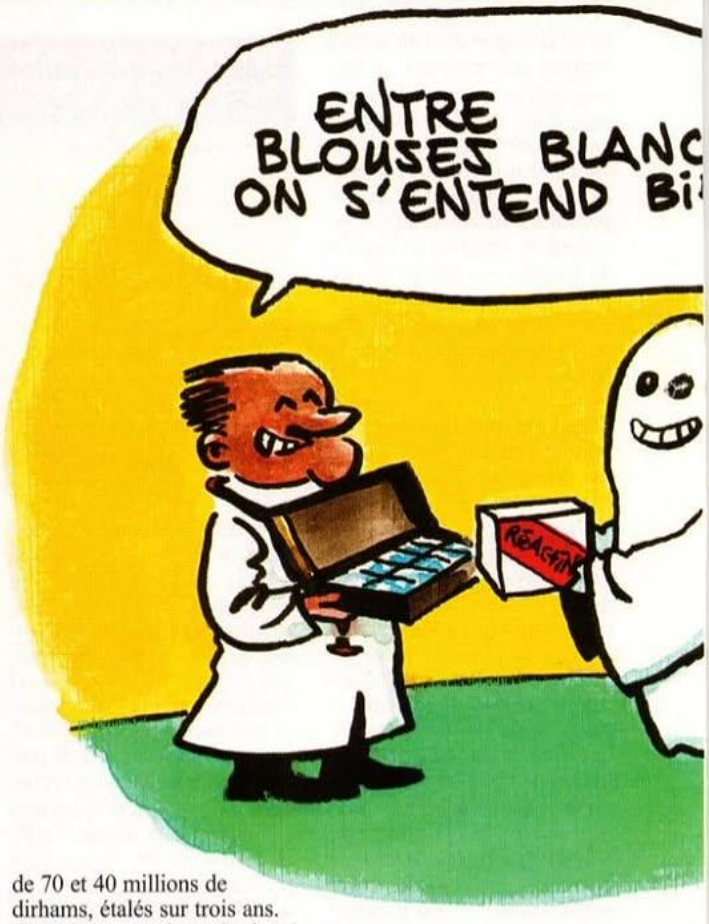
Mieux : non seulement la ligue est exonérée de toutes formes d'impôts, mais ses charges fixes (eau, électricité, fluides médicaux, nourriture, etc.) et une partie de sa masse salariale sont supportées par l'hôpital Avicenne. Au titre de l'année 2001 par exemple, la ligue a consommé plus de 7 millions de DH. Faites le compte depuis 1977. Pourquoi autant d'argent ponctionné sur le budget d'Avicenne ? Réponse du Pr. Benomar : *"la ligue rend un grand service à Avicenne en traitant une partie des indigents qui y affluent"*. Ce n'est donc plus un choix que la ligue "s'impose", comme il le déclarait pourtant quelques minutes plus tôt, durant la longue conversation téléphonique (dûment enregistrée) que nous avons eue avec lui.

En 26 ans d'existence, la ligue n'a jamais rien réussi d'exceptionnel et les centres régionaux n'existent toujours pas. Où va l'argent ? *"Dans les cachets de premier ministre que touchent les médecins extérieurs qui y interviennent"*, répondent en chœur les médecins d'Avicenne. Une information difficile à prouver mais qui reste de mise jusqu'à la publication par la ligue du bilan de ses comptes. Un bilan que le Pr. Benomar dit remettre régulièrement à... Mme. Zoulikha Nasri, directrice de la fondation Mohammed V. Curieux... Le décret stipule pourtant que la ligue *"est tenue de présenter un rapport au roi uniquement"* (avis à Mohammed VI...). Une deuxième "grande muette" est née.

LE SCANDALE FINANCIER

Si, entre chefs, on s'entretue pour le pouvoir, en bas de l'échelle, le combat pour la préservation de petits intérêts personnels fait rage. Avicenne manque certes de plusieurs ressources (humaines et matérielles) nécessaires à son fonctionnement normal. Mais tout n'est pas qu'une affaire d'insuffisance budgétaire. Depuis plusieurs années, le Maroc a opté pour une politique sanitaire à deux vitesses. L'idée, en gros, est de privilégier les grands centres de soins au détriment des petits.

Hôpital riche, services pauvres. En marge de son budget de fonctionnement, l'hôpital bénéficie de deux autres programmes d'investissement d'une valeur respective de 70 et 40 millions de dirhams, étalés sur trois ans. Ce qui, comparé aux budgets des autres hôpitaux au Maroc, paraît plutôt correct. L'hôpital ne manque donc pas d'argent, mais souffre de terribles problèmes de gestion à tous les niveaux. Malgré ces millions de dirhams mobilisés chaque année donc, de nombreux services, essentiellement de chirurgie, et les laboratoires... disent ne fonctionner qu'avec des dons institutionnels ou en faisant systématiquement appel à l'intervention de bienfaiteurs. Incompétence ? Dilapidation de biens publics ? Détournement de fonds ? Toutes les pistes restent à creuser...



Marchés publics tronqués. Des tonnes de médicaments périssent chaque année dans les magasins de l'hôpital. Réponse de la direction : *"un pharmacien a aujourd'hui remplacé l'administrateur qui gérait la pharmacie avant, mais qu'il est encore trop tôt pour les constats"*. Admettons... Un enquête de l'IGF (Inspection générale des finances) en 1998 avait pourtant tiré la sonnette d'alarme (lire encadré page 21) sans que la situation ne change d'un iota. Si ce n'est en pire.

En janvier dernier également, les laboratoires d'analyse médicale et de microbiologie ont dû suspendre leur activité pendant plusieurs semaines à

ETUDIANTS EN MEDECINE

Comment on sabote la relève

Les étudiants de la faculté de médecine de Rabat ne se font pas d'illusions sur leur avenir professionnel. Ils savent que, tôt ou tard, ils devront à leur tour mettre la main dans le cambouis et faire leurs preuves dans un milieu aussi hostile qu'Avicenne. Hostile parce que selon plusieurs d'entre eux, *"tenu par des chefs de service inamovibles, qui au lieu de former une relève, la sabotent parce qu'elle leur fait peur"*. Pour preuve, ils donnent l'exemple des services tenus par des chefs inamovibles et les dizaines de jeunes médecins tous aussi compétents les uns que les autres qui, faute d'assumer des responsabilités au sein de l'hôpital, sont relégués au rang d'éternels maîtres assistants. De plus, l'hôpital a failli à sa mission de formation et à sa vocation universitaire à cause de l'absence de matériel pédagogique et de stratégie de formation claire et unifiée.

Des problèmes d'Avicenne, ces étudiants ne parlent qu'à demi mot ou alors froidement. Ils ont envie que les choses changent, sans que cela ne se fasse à leur dépens. A les entendre parler, on comprend qu'ils prennent la chose pour une fatalité irrémédiable. Pourtant, la plupart d'entre eux préfère exercer dans le secteur public. Principal argument : c'est plus sûr que le privé dont les portes restent toujours ouvertes en tous les cas. Malheureux !

cause d'une rupture de stock sans précédent. Ces mêmes laboratoires avaient pourtant, en 2001, passé une grosse commande de réactifs en trois tranches. Théoriquement donc, ils devaient être tranquilles pour trois ans… au moins. C'était compter sans l'incompétence (au mieux) et la mauvaise foi (au pire), de l'ex-chef de service. My Abderrahmane Alaoui, c'est son nom, réceptionnait lui-même les produits livrés (ce que les modalités de contrôle de conformité interdisent nettement). Fournisseur : la société Reacting, qui remporte de gros marchés dans presque tous les hôpitaux du Maroc.

Dès que la première tanche est livrée, courant 2001, les médecins du laboratoire se rendent compte, stupéfaits, de la non conformité des réactifs livrés avec ceux notifiés sur le bon de commande. Pire, les réactifs reçus ne correspondent même pas au matériel utilisé par le laboratoire d'Avicenne. La première tranche, estimé à plus de 130.000 DH, est donc restée inutilisée, et moisit encore dans des cartons.

Logiquement, la livraison de la deuxième tranche aurait dû être suspendue. Elle est pourtant bien arrivée, moins d'un an plus tard (le labo était à l'arrêt pendant ce temps). Et cette tranche-là coûtait, non pas 130.000 DH, mais un tout petit moins que le double ! (256.000 DH). Les réactifs, bien entendu, n'étaient toujours pas conformes. Le labo, donc, est resté à l'arrêt… le temps que ses responsables se débrouillent (des dons privés, essentiellement). Et encore, sans le départ à la retraite de M. Alaoui, ses ex subordonnés laissent entendre que la troisième et dernière tranche serait sans doute passée sans problème. Depuis son départ, elle est bloquée, fort heureusement. Mais avant ce départ, au niveau des procédures légales de passation de marchés… tout s'était passé dans les règles : appel d'offres, ouverture des plis contradictoires et attribution du matériel au moins disant. "Moins disant", justement, parce que livrant des produits non conformes et incomplets. A ce jour, ce fournisseur continue de faire de très bonnes affaires avec l'hôpital Avicenne… comme avec tous les autres hôpitaux publics du pays. Ce qui constitue pour les responsables de Reacting, à qui nous avons rendu visite, "une grande fierté".

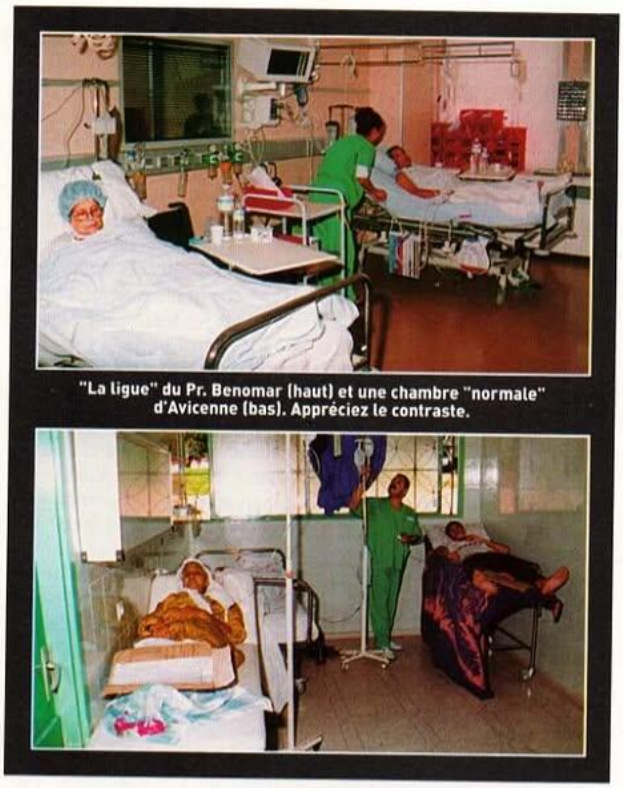
Dernière précision, My Abderrahmane Alaoui (qui a aujourd'hui son propre laboratoire) n'a quitté son poste qu'en mars 2003 alors que sa retraite prenait effet en septembre 2002. Pendant plus de cinq mois donc, ce professeur était en situation illégale à l'hôpital et continuait à signer des documents de service et d'assister aux réunions de coordination. Nous avons eu accès au PV de la CMC du 31 janvier 2003. Le nom de M. Alaoui y figure bel et bien… suivi de la signature de M. Fanid Ammar. D'éventuelles connexions occultes entre les deux hommes restent, elles aussi, à creuser…

Caisse noire et détournements. En 1998, le rapport de l'IGF démontrait l'existence de recettes conséquentes… mais dont on ne retrouve aucune trace dans les bilans de l'hôpital. Des détournements, en clair, sans que cela n'émeuve personne. Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'identifier un foyer suspect, au moins. C'est du bureau des accidents de travail (AT) qu'il s'agit. Ce service, censé délivrer les certificats médico-légaux, cumule les incohérences. D'abord, les tarifs qui y sont pratiqués sont contraires à ceux déterminés par le règlement intérieur de l'hôpital. Dans les textes, il est question de consultations à 40 et à 100 DH. Dans la réalité, ces mêmes consultations coûtent entre 100 et 200 DH, selon le degré d'incapacité constaté chez le patient. Mais voici le plus grave : le bureau refuse systématiquement de délivrer des reçus aux patients contre les sommes qu'ils ont payées. Souvenez-vous du cas de Mohamed Aherdane, cité plus haut. Lors de sa seconde visite au bureau des AT (celle consécutive à son tabassage par les vigiles d'Avicenne), il avait pris le soin de se faire accompagner par un témoin, Mohamed Marfouq, pour exiger le reçu qu'on lui avait refusé lors de la première visite. Devant l'insistance de M. Marfouq, que nous avons retrouvé, le responsable du bureau des AT aurait répondu, textuellement : *"les ordres de l'administration de l'hôpital sont de ne pas donner de reçu"*. Où va l'argent alors ? *"Il sert à indemniser les médecins internes pour leur garde de nuit"*, répond Younès Bensaïd, chef d'un service chirurgical et membre déclaré du "clan Ammar". C'est donc bien d'une caisse noire qu'il s'agit. Porte ouverte, comme chacun sait, à tous les abus…

Médecins publics, fortunes privées. Autre grande hypocrisie, qui n'est pas, pour une fois, propre à Avicenne mais commune aux quatre CHU du pays : le Temps plein aménagé, dit TPA. Il s'agit d'une mesure dérogatoire. Les enseignants chercheurs en médecine avaient en effet obtenu de Hassan II le droit d'exercer dans les cliniques privées (ce qui leur est totalement défendu, en principe) pendant deux demi-journées par semaine. Objectif (officiel, du moins) : améliorer leurs revenus dans l'optique de la création d'une clinique universitaire qui regrouperait tous les professeurs désirant faire du TPA. Le *dahir* royal qui l'institute est clair sur ce point : *"dans l'attente de la création des cliniques universitaires, et pendant une période transitoire maximum de cinq ans, les enseignants médecins peuvent exercer la médecine de manière libérale dans les cliniques liées par des conventions aux établissement de l'Etat (fa-*

culté et hôpital)". Le délai des cinq années fixées par Hassan II a expiré en 2001. Depuis, l'accord n'a pas été reconduit et une situation de flou prévaut. Tous les professeurs exerçant dans le privé tombent-ils donc sous le coup de la loi ? Théoriquement, oui. Mais dans les faits, il semble que l'Etat et ces mêmes professeurs aient conclu un *"gentleman's agreement"* (officieux, bien entendu). D'un côté, le ministère de la Santé les laisse prospérer "libéralement", mais en contrepartie, il récupère indirectement de chez les directeurs de cliniques exerçant le TPA l'équivalent de 30% d'impôts sur les revenus des médecins enseignants. Ce qui constitue une reconnaissance tacite de la chose. Schizophrénie, vous dites ? De plus en plus de professeurs sont tentés de passer le plus clair de leur temps, plutôt qu'à l'hôpital, dans les cliniques privées. C'est là que la schizophrénie devient lucrative : les médecins bénéficiaires du TPA prétendent que ce régime dérogatoire existe encore pour justifier les activités "libérales", mais profitent volontiers du flou qui l'entoure pour tripler (au moins) leur temps passé à opérer dans le privé (autrement plus long que les *"deux demi-journées par semaine"* prévues par le dahir royal). Cela va sans dire, le privé est incomparablement plus lucratif que le public.

Revenons à Avicenne à présent. Le "Temps plein d'argent" (comme on l'appelle ici) est à l'origine de certains agissements condamnables. De nombreux patients sont régulièrement détournés vers le secteur privé, où ils sont souvent obligés de payer le double ou le triple de ce qu'ils auraient payé à Avicenne. Scénario classique : Le patient arrive pour prendre rendez-vous avec tel professeur pour une intervention chirurgicale. Avec un peu de chance, le patient aura rendez-vous… dans quatre ou cinq mois. Normal, puisque tous les lits du service sont déjà pris. Pourra-t-il tenir jusque là ? N'y-a-t-il pas moyen de faire plus vite ? Bien sûr qu'il y a un moyen… C'est là qu'interviennent les infirmiers et même certains médecins connus de tous. Les arguments donnés aux malades pour mieux les convaincre d'aller dans une clinique privée sont toujours les mêmes : *"vous n'allez quand même pas laisser des stagiaires apprendre leur métier au risque de perdre votre vie"*, *"nous ne sommes pas bien équipés pour faire face aux complications opératoires à l'hôpital"*, *"si vous tenez absolument à être opéré par X, il pourra vous recevoir dès demain dans sa clinique"*. Les anecdotes ne manquent pas. La plus surréaliste reste celle de cette femme qui, venue pour une intervention chirurgicale, se voit donner rendez-vous plusieurs mois plus tard. Tenant à se faire opérer le plus vite possible (un patient est toujours inquiet, c'est humain), elle se laisse persuader par l'argument du médecin et accepte de se faire opérer dans l'après-midi même dans la clinique privée qu'on lui a indiquée. Problème : la dame a pris son petit déjeuner avant de venir à l'hôpital - ce qui est formellement interdit avant toute opération. Qu'importe, le médecin, flairant la bonne affaire, lui fait subir un lavage d'estomac (!!) avant de l'opérer dans l'après-midi comme convenu. Au passage, le TPA fait perdre à l'hôpital des recettes conséquentes. Aujourd'hui, la solution de suppression du TPA paraît impossible (les médecins n'accepteraient jamais qu'on divise leur revenu mensuel par cinq). Celle de la création de cliniques universitaires aussi. Parce que le cas échéant, il faudra en construire à Rabat, Casablanca, Fès et Marrakech où se trouvent les quatre CHU du pays (avis à Mohamed Cheikh Biadillah…).



"La ligue" du Pr. Benomar (haut) et une chambre "normale" d'Avicenne (bas). Appréciez le contraste.

Budgétisations surréalistes. Finissons sur les incohérences du budget d'Avicenne. A la lecture des différents exercices budgétaires de ces cinq dernières années, on remarque la reconduction, chaque année, de sommes énormes, pour la réalisation des mêmes travaux : électricité, travaux divers de maintenance et de rénovation, câblage informatique, etc. Dans tous ces projets, l'équipement médical ne semble pas constituer une priorité. Les prévisions pour le contrat plan de 2003 ne prévoient par exemple que 22% du budget pour l'équipement médical alors que le reste, plus des deux tiers, est dépensé pour rénover les cuisines, les couloirs et le câblage informatique. Chose que reconnaissent d'ailleurs les responsables d'Avicenne qui affirment que *"ces travaux censés améliorer le cadre de travail sont aussi prioritaires que la santé des malades"*. L'argument est recevable pour les travaux d'électricité et de plomberie, puisque le fonctionnement des équipements médicaux en dépend. Mais comment expliquer, par exemple, les millions engagés chaque année depuis 1998 pour la rénovation des ascenseurs ? En chiffres, cela donne 1 million de dirhams engagé pour les ascenseurs en 1999, autant en 2001, toujours pour les ascenseurs et 4 millions en 2002 entre ascenseurs et électricité. Ce qui nous fait donc, au total, 6 millions de dirhams budgétisés en trois ans. Visitez Avicenne. Il vous sera facile de constater qu'aucun des 6 ascenseurs que compte l'hôpital ne fonctionne. Aucun. Les patients sont par conséquent obligés de monter quatre à cinq étages à pied. Nous avons assisté, plusieurs fois, à des scènes pénibles à voir: des malades, soutenus par deux ou trois personnes, gravissant péniblement les escaliers, s'arrêtant toutes les trois marches pour reprendre leur souffle, etc. Seuls deux monte-charges (nous n'avons pu en vérifier qu'un seul), à l'allure horrible et complètement délabrés, fonctionnent encore. Depuis deux mois, Avicenne a acquis un nouveau monte-charge de marque Schindler. Les responsables de cette société affirment que c'est leur premier ascenseur installé à Avicenne et qu'ils n'ont jamais réalisé de travaux d'entretien auparavant…

Triste sort pour un des plus grands hôpitaux d'Afrique et pour les dizaines de milliers de Marocains qui pensent y trouver refuge. Encore une fois, le citoyen est privé d'un service public (sans doute le plus important) qui lui revient de droit. Il faut impérativement que quelqu'un remédie à ce qu'il faut bien appeler un drame. Qui ? Le ministre de tutelle, M. Biadillah ? Depuis sa nomination, il est d'un mutisme total. A croire que la situation le dépasse. Peut être que oui, finalement. Qui, alors ?

chronique

Il y a médecin et médecin

Par Maroc kifah

De grands médecins sont devenus de grands hommes. De grand hommes étaient d'abord des médecins. Toute leur grandeur se trouvait dans leur abnégation. Toute leur âme était vouée aux soins et au soulagement de la souffrance. A ceux-là, et il y en a dans notre pays, du petit médecin de campagne au grand professeur, à ceux-là il faut rendre hommage. Ils ont laissé les hommes croire en en ce qu'il y a de plus humain : la compassion.

Mais d'autres ! D'autres qui parlent au nom d'Avicenne et d'Hippocrate, ne méritent aucunement l'honneur de prêter serment pour porter secours et apaisement.

Laissez-moi vous parler de ces sorciers qui se disent philanthropes. Laissez moi vous dire combien ces rebouteux enlaidissent la noblesse de la médecine.

Tout le monde a eu la "chance" d'entendre son médecin murmurer des mots abscons et s'est vu acquiescer ! Tout le monde a écouté les doctes discours de non moins doctes médecins ! Mais est-ce que ces brillants personnages vous écoutent ? Essayez de leur raconter votre souffrance, vous serez tout aussitôt traité de comédien. Essayez de suggérer un diagnostic à leur place, vous n'obtiendriez qu'une réponse emplie d'agacement : *"c'est moi qui sait !"*.

Le médecin, formé ici ou ailleurs, fini souvent par ressembler à ceux qui occupent déjà le terrain : des "commerçants de la santé".

Il est facile de définir le profil de ces mécaniciens du corps : de la suffisance, de la cupidité et beaucoup d'incompétence. Une ambition démesurée doublée d'une déontologie des plus douteuses nous donnent une caste qui se croit supérieure, alors que la plupart de ces messieurs-dames ne sont que coquilles vides, ne mesurant leur réussite qu'à la taille de leurs villas et au chrome de leurs voitures.

Humilité et humanité, premiers piliers de la médecine, ne semblent pas avoir été abordées au cours de leur cursus. Mais à leur décharge, beaucoup de leurs professeurs et enseignants ne savaient pas ce que signifiaient ces deux mots.

Combien de praticiens ont osé ouvrir un livre de pathologie devant vous ? Je ne pense pas m'aventurer en disant peu. Pourquoi ? Parce qu'ils estiment en leur for intérieur qu'ils détiennent la science *diffuse*.

Combien de médecins vous ont déjà dit qu'une bonne tisane et du repos suffisaient pour recouvrer la santé ? Je ne risque pas le procès en disant très peu. Et pourquoi ? Parce que dans leurs esprits obtus et tordus, s'ils ne vous chargent pas d'un quintal et demi de médicaments, ils passeraient pour des rigolos.

Combien de médecins vous ont dit *"je ne sais pas exactement ce dont vous souffrez. Je vous oriente vers un confrère plus compétent en la matière"* ? Je ne pense pas avoir tort en affirmant qu'ils sont rares. Et pourquoi ? Parce que jamais ils ne laisseront filer un client, pardon un patient, leur pain quotidien.

Je ne sais pas si j'ai joué de malchance, mais jusqu'à présent, la plupart de ceux qui m'ont traité, je les ai vus se retenir pour ne pas crier *"au suivant !"*. Mon état les ennuyait au point que j'avais l'impression que si je payais sans être ausculté, cela aurait arrangé tout le monde.

CHEZ CES COMMERÇANTS DE LA SANTE, DE LA SUFFISANCE, DE LA CUPIDITE ET BEAUCOUP D'INCOMPÉTENCE

Savez-vous qu'une auscultation des plus sérieuses demande au minimum une demi-heure d'entretien et d'observation ? Allez demander à un de ces hommes (ou femmes) en blanc de passer plus de six minutes avec vous. Ils (elles) vous riront au nez et commenceront à parler de leurs crédits…

Parmi ces sympathiques thérapeutes du portefeuille, ils s'en trouve qui, tellement pressés d'empocher leur "honorables honoraires", préparent à l'avance des ordonnances dûment signées. A jouer ainsi au loto médical, chers malades, vous risquez fort bien d'être traités pour des hémorroïdes, vous qui étiez venu pour une angine. Bonjour l'erreur médicale, et à mon sens, ce sujet ne doit même pas être discuté, c'est du diagnostic correct qu'il faudrait parler. C'est si rare de nos jours… Ne vous risquez jamais à multiplier les avis, vous en aurez autant que de docteurs consultés. Contentez-vous du premier, même si ce n'est pas le bon.

Nos chères blouses blanches, sous prétexte que leurs études ont été longues et supposées difficiles, estiment qu'il est de leur droit de maltraiter les malades. Sous prétexte qu'eux seuls ont le pseudo-pouvoir de guérir, ils se sentent le droit de mépriser.

Quand un grand malade se voit sommé de montrer ses dirhams avant d'être secouru… Quand un enfant se voit abandonné parce que pauvre… Quand une femme enceinte se voit se faire lacérer le ventre, au lieu d'un accouchement simple, parce que cela rapporte plus… Je me donne la liberté de dévoiler et de mettre à nu ce que sont ces mercenaires. De par leur lâcheté, et leur rapacité, ils jouent et se jouent de ceux qui, humblement, mettent leur vie entre leurs mains.

(…) Mesdames, Messieurs, êtes vous réellement rassurés quand vous prenez rendez-vous ?